

RAUL MORODO

*Socialistes et communistes dans la transition**

1. La gauche espagnole a maintenu, comme attitude de base, comme constante dans la lutte contre la dictature, la stratégie dite de « rupture démocratique », c'est-à-dire l'implantation d'un régime politique fondé sur le pluralisme et la reconnaissance effective de toutes les libertés publiques.

Comme d'autres secteurs de l'opposition, elle avait ainsi recours à la formule classique de la *résistance* : nouveau régime, droits politiques et sociaux, réconciliation nationale, amnistie, convocation d'élections générales pour un Parlement qui rédigerait une Constitution. Mais la gauche espagnole, dans le même temps, était parfaitement consciente de son incapacité — au moins à court terme — de rendre, à elle seule, cette « rupture » effective, de façon radicale. La situation espagnole était — et continue d'être — complexe et la clarification apportée par la guerre aux pays européens n'y existait pas. La mort du général Franco ne signifiait pas la disparition du franquisme et les structures administratives et politiques demeuraient intactes qui se mobiliseraient difficilement en faveur d'une opération conduite par les forces, politiques et syndicales, de l'opposition démocratique.

Les impératifs de la situation concrète ont ainsi fait surgir, spécialement dans l'étape générique de la transition, une tactique nouvelle : une première phase, qui consistait dans la réunification globale de tous les secteurs d'opposition — junte démocratique et coordination démocratique — dans laquelle convergeaient socialistes et communistes avec l'ensemble d'autres couches politiques et indépendantes ; une seconde phase dans laquelle se forge graduellement

* Traduction de Guy CARCASSONNE.

l'entente de ce nouvel organisme — la *Platajunta* (1) — avec le gouvernement : il en résulte ce que l'on a appelé la « Commission des Neuf » (2), qui a joué un rôle fondamental dans le processus de transition pacifique vers la démocratie. La stratégie du conflit (c'est-à-dire la rupture) se transmute en tactique de réforme conventionnelle (*reforma pactada*), en d'autres termes, apparaît le *consensus pour la transition*. Un consensus toujours ambigu parce que en théorie la gauche persistait à se réclamer de l'idée de rupture, mais de fait, dans la mesure où les milieux libéraux qui opéraient à l'intérieur de l'ancien régime avançaient, on parvenait à de notables points de convergence. Mais il convient également de mettre l'accent sur le fait que la claire conviction de l'inévitabilité d'un changement politique existait au sein même de l'*establishment* franquiste, dans de larges courants de sa classe politique. En définitive, se forgeait un « consensus dissimulé ». Il est d'ailleurs une question qui peut illustrer cette nouvelle orientation stratégique du consensus qui, en pratique, est en cours de formation. Il s'agit de la monarchie. Socialistes et communistes, essentiellement républicains, partisans d'une consultation du pays sur la forme de l'Etat, sont conscients du rôle particulier de l'institution monarchique dans la transition, et ces principes, progressivement, vont se dissolvant dans l'acceptation de fait de la royauté et la non-exigence d'une consultation spécifique. Le consensus ressort ainsi, aux yeux de la gauche, comme légitimant l'institution monarchique.

2. Loi pour la réforme politique, référendum national, élections générales, pactes de la Moncloa (3), élaboration de la nouvelle Constitution, sont schématiquement les étapes clés au long desquelles le consensus va devenir manifeste. Très lointain dans les premières étapes (loi pour la réforme, référendum), il va néanmoins en augmentant dans les dernières.

Quels sont les problèmes et les objectifs de la gauche dans toutes ces phases ? Ils sont fondamentalement au nombre de quatre :

(1) Contraction de *Plataforma democrática* (regroupement opéré à l'initiative du PSOE) et de *Junta democrática* (à laquelle appartenait le PCE), également connu sous son nom « officiel » de *Coordinación democrática*. (N.d.T.)

(2) Commission issue de la *Coordinación* et composée de ceux de ses membres qui acceptaient la démarche proposée par A. Suárez. Bien que le PC en fit partie, son représentant ne participait pas directement aux négociations, qui se sont essentiellement déroulées dans le premier trimestre de 1977. (N.d.T.)

(3) Accords économiques et sociaux signés entre gouvernement et oppositions le 9 octobre 1977. (N.d.T.)

- lutte pour la légalisation de tous les partis et organisations syndicales ;
- rétablissement des libertés publiques et amnistie ;
- élaboration d'une nouvelle Constitution démocratique ;
- établissement d'un accord-cadre général économique et social.

Le premier point — légalisation de tous les partis — était évidemment l'indicateur de la crédibilité démocratique du gouvernement de la monarchie. On pouvait difficilement tenir des élections sans que, concrètement, le Parti communiste, particulièrement, pût y participer en tant que tel. Mais nul ne se dissimulait les fortes résistances, dans certains milieux civils et militaires, de l'ancien régime. On a même envisagé des formules intermédiaires qui éludaient la question directe de la reconnaissance ou de la légalisation, c'est-à-dire que le Parti communiste se présenterait comme « indépendant ».

Nous, socialistes — tant le PSOE comme force majoritaire, que le PSP et les groupes socialistes régionaux, en somme tout le socialisme espagnol — avons appuyé sans équivoque la reconnaissance pleine et entière du Parti communiste, comme condition *sine qua non* d'une issue authentiquement démocratique. Et il faut relever que malgré les graves réticences des secteurs de centre-droit, le Parti communiste a été légalisé au printemps 1977. Le gouvernement, par cet acte, a remporté une importante victoire, interne et internationale, dans sa quête d'une crédibilité démocratique.

3. Les élections convoquées — elles ont eu lieu en juin 1977 —, la question s'est posée, *mais pas au fond*, d'une « union des gauches », socialistes, communistes et indépendants. Le PSOE, depuis le premier jour, est demeuré fidèle à son option de faire « cavalier seul ». Le PC, de son côté, bien qu'il proposât une large union, était également conscient de ce qu'une alliance de cette nature avait de prématuré. Pour le Sénat, cependant, se sont constituées des « candidatures démocratiques » auxquelles participèrent conjointement socialistes, communistes, et des personnalités démocratiques indépendantes. Cette option fut-elle couronnée de succès ? Je crois que oui. Une union de la gauche, telle qu'elle peut se concevoir en France, aurait impliqué dans notre pays une polarisation, non bénéfique dans la conjoncture très particulière de la transition : certaines voix, nettement anti-franquistes mais pas strictement socialistes, auraient glissé vers d'autres formations. Et surtout l'extrême-droite aurait pu déstabiliser, avec plus de facilité, le processus politique. Après quarante ans de propagande en ce sens, l'image des communistes était encore reçue avec beaucoup de défiance par de très larges couches sociales.

Le socialisme au niveau national, c'est-à-dire le PSOE et le PSP, n'était pas uni. Malgré les tentatives de leurs dirigeants respectifs, la division socialiste s'est maintenue pendant presque une année encore. En fait, l'unification organique ne s'est réalisée que le 30 avril 1978. Par l'effet multiplicateur du combat commun, le socialisme unifié aurait très probablement atteint un pourcentage total sensiblement meilleur (le PSOE a obtenu 29,8 % et le PSP 4,4 %). L'absence d'union préélectorale fut déterminée par diverses raisons au nombre desquelles figure la volonté d'une tendance, alors majoritaire au PSP, de se situer — espoir déçu — entre le PSOE et le PCE.

4. Postérieurement aux élections — pactes de la Moncloa et élaboration de la Constitution —, les objectifs des socialistes et des communistes coïncident, avec de naturelles nuances extérieures. Cela signifie que sont considérés prioritaires le rétablissement des libertés et droits des régions et nationalités, l'enracinement de la vie démocratique, la conclusion d'accords socio-économiques minima, et le démantèlement des structures franquistes traditionnelles. L'amnistic, qui a été prononcée, était également un objectif commun. La Constitution, d'autre part, élaborée avec une lenteur excessive et des problèmes dont presque tous ont été résolus, est l'un des fruits de ce consensus de la gauche, en étroite collaboration avec le centre. Le problème de la monarchie, tout comme la question religieuse et celle des nationalités, thèmes clés des dissensions dans le constitutionnalisme espagnol (que l'on se rappelle les Première et Seconde Républiques), se sont de même trouvés résolus.

5. Quelles peuvent être les perspectives de collaboration ou d'« union de la gauche » dans l'étape postconstitutionnelle ? Il ne semble pas que cette stratégie s'impose, à court terme au moins. Parmi les diverses options actuellement envisagées, elle demeure exclue. Sont plus vraisemblables une combinaison UCD avec soutien, direct ou indirect, des communistes et des minorités (4), ou une collaboration UCD-PSOE. En toute hypothèse, le problème est complexe dans lequel interfèrent non seulement les aspects strictement politiques et parlementaires, mais aussi les aspects économiques et syndicaux. Il s'agira, en définitive, de choisir entre une option à court terme et une option à long terme. Avant la fin de l'année 1978, de toutes les façons, les alternatives auront été délimitées.

(4) Il s'agit des minorités nationales (catalane ou basque...). (N.d.T.)